

GUIDE DE RESSOURCES POUR LA COMMUNAUTÉ HAÏTIENNE

Après la fin du TPS : vos options, vos droits, votre dignité — Ansanm Nou Fò

Ce guide gratuit a été préparé pour la communauté haïtienne aux États-Unis suite à la fin du Statut de Protection Temporaire (TPS) le 27 juillet 2026. Il rassemble des informations publiques sur les options légales, les ressources en cas de retour en Haïti, les possibilités dans d'autres pays, ainsi que des conseils pratiques pour protéger votre famille.

Avertissement important : Ce document est un outil d'information générale, pas un conseil juridique personnalisé. Chaque situation est différente. Consultez toujours un avocat en immigration agréé ou une organisation à but non lucratif reconnue avant de prendre une décision qui affecte votre statut. Ce guide sera mis à jour ; vérifiez toujours les sources officielles (USCIS.gov) pour les dernières informations.

Contexte : Où en sommes-nous

Le 25 juin 2026, la Cour suprême des États-Unis a autorisé, dans l'affaire Mullin v. Doe, la fin du TPS pour Haïti. Le 5 août 2026, la juge fédérale Ana C. Reyes a officiellement confirmé que l'injonction qui bloquait cette fin était levée, rendant la terminaison pleinement effective. Les permis de travail liés aux catégories A12 et C19 ne sont plus valides, sauf si la personne a une autre base légale de séjour ou de travail.

Environ 330 000 à 350 000 Haïtiens sont concernés. Le gouvernement haïtien a annoncé s'attendre à des vols de déportation hebdomadaires transportant environ 250 personnes. Certaines zones, comme Springfield dans l'Ohio, font l'objet d'une attention particulière des autorités. Ce guide existe pour que personne ne traverse cette période seul, sans information.

Important : la bataille juridique n'est pas totalement terminée. Les avocats des détenteurs de TPS poursuivent des recours sur des bases constitutionnelles devant le tribunal de la juge Reyes. La situation peut encore évoluer ; vérifiez régulièrement les sources officielles.

Attention aux offres de « départ volontaire » : le gouvernement propose un billet d'avion gratuit pour quitter les États-Unis. Cette décision a des conséquences légales importantes et souvent irréversibles sur de futures demandes d'immigration. Ne signez rien et ne prenez aucune décision sans en parler d'abord à un avocat en immigration.

Partie 1 — Rester légalement aux États-Unis

La fin du TPS ne signifie pas automatiquement qu'il n'existe aucune autre option. Voici les pistes les plus courantes à explorer, idéalement avec un avocat :

- **Demande d'asile** : si vous craignez de retourner en Haïti pour des raisons de persécution (politique, sociale, violence des gangs ciblée), vous pourriez être éligible. Le fait d'avoir eu le TPS jusqu'à récemment peut être reconnu comme une « circonstance extraordinaire » pour dépasser le délai normal d'un an de dépôt. Attention : une décision récente de la Cour suprême limite aussi l'accès à l'asile pour certains cas, donc une consultation juridique est essentielle.
- **Sursis au renvoi (Withholding of Removal) et protection CAT** : des protections différentes de l'asile, avec des critères propres, pour les personnes qui risquent la persécution ou la torture en cas de retour.
- **Ajustement de statut par la famille** : si vous êtes marié(e) à un citoyen américain ou résident permanent, ou si un parent proche peut déposer une pétition (I-130), cela peut ouvrir la voie à la résidence permanente.
- **Visa U ou T** : pour les victimes de certains crimes graves (violence domestique, agression) ou de traite des personnes, qui coopèrent avec les autorités.
- **Annulation de renvoi (Cancellation of Removal)** : pour les personnes présentes aux États-Unis depuis au moins 10 ans, sans casier judiciaire disqualifiant, ayant un conjoint, parent ou enfant citoyen américain ou résident permanent qui subirait une difficulté exceptionnelle. Cette option se présente généralement devant un juge de l'immigration.
- **DACA (Action différée)** : si vous êtes arrivé(e) enfant aux États-Unis et remplissez les critères, à vérifier au cas par cas.

Comment trouver un avocat fiable

- AILA Lawyer Referral Service (American Immigration Lawyers Association) : aila.org
- Immigration Advocates Network : immigrationadvocates.org (répertoire d'aide juridique gratuite ou à bas coût)
- Haitian Bridge Alliance (« The Bridge ») : haitianbridgealliance.org — services juridiques, humanitaires et sociaux, avec un accent sur la communauté haïtienne
- CLINIC (Catholic Legal Immigration Network) : cliniclegal.org

Ne signez jamais un document que vous ne comprenez pas. Méfiez-vous des « notarios » ou consultants non-avocats qui promettent des résultats garantis — c'est souvent une fraude qui peut aggraver votre situation.

Partie 2 — Si vous êtes renvoyé(e) en Haïti

Le Département d'État américain maintient un avis de niveau 4 (« ne pas voyager ») pour Haïti en raison de la criminalité, des enlèvements, du terrorisme, des troubles civils et de l'accès limité aux soins de santé. Se préparer, même dans l'urgence, peut faire une vraie différence.

Avant un possible retour, si vous en avez le temps

- Rassemblez tous vos documents originaux : passeport, acte de naissance, certificats, diplômes, dossiers médicaux et scolaires des enfants.
- Ouvrez ou gardez accès à un compte bancaire international ou à un service de transfert d'argent (ex. transferts mobiles) utilisable depuis Haïti.
- Identifiez un contact de confiance en Haïti (famille, église, association) pouvant vous accueillir à l'arrivée.
- Notez les coordonnées de l'Office National de la Migration (ONM) en Haïti et de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM/IOM), qui offre parfois une assistance à la réintégration aux personnes renvoyées.

À l'arrivée en Haïti

- L'OIM (International Organization for Migration) opère des programmes d'accueil et de réintégration pour les personnes rapatriées dans certains cas — renseignez-vous dès l'arrivée à l'aéroport.
- Les organisations religieuses et communautaires locales sont souvent la première ligne de soutien pratique (logement temporaire, nourriture, orientation).
- Restez en lien avec la diaspora : des réseaux comme Ansanm Nou Fò et d'autres mouvements communautaires travaillent à créer des ponts de soutien entre la diaspora et les personnes de retour.

C'est précisément pour cette réalité que des initiatives comme Rekòlte Diyite (agriculture communautaire, infrastructures de base) prennent tout leur sens : préparer un terrain d'accueil digne pour celles et ceux qui reviennent.

Partie 3 — Options dans d'autres pays

Le passeport haïtien offre un accès limité (environ 48 à 55 pays selon les classements, souvent sans exigence de visa ou avec visa à l'arrivée), ce qui restreint les options. Voici les pistes les plus réalistes, à vérifier avec précision selon votre situation :

- **Canada** : le regroupement familial (si vous avez un proche citoyen ou résident permanent canadien) et certains programmes de travailleurs qualifiés restent des voies possibles. Les règles concernant les demandes d'asile à la frontière canado-américaine ont changé ces dernières années ; une consultation avec un avocat en immigration canadien est indispensable avant tout déplacement.
- **Mexique** : offre un statut de visiteur humanitaire et un système de reconnaissance de réfugiés (COMAR) qui a, par le passé, accueilli des ressortissants haïtiens.
- **Brésil et Chili** : ont historiquement délivré des visas humanitaires ou de résidence aux Haïtiens, avec des communautés haïtiennes déjà établies dans certaines villes, bien que les politiques évoluent régulièrement.
- **Programmes de citoyenneté par investissement (Dominique, Sainte-Lucie)** : existent mais demandent un capital important, donc rarement accessibles à la majorité.

La République dominicaine n'est généralement pas recommandée comme option d'accueil en raison des tensions et politiques migratoires actuelles envers les Haïtiens.

Toute démarche vers un autre pays doit être faite par voie légale et documentée. La migration irrégulière comporte des risques sérieux (détention, exploitation, refoulement). Consultez une organisation spécialisée avant de vous engager dans un projet de ce type.

Partie 4 — Connaître vos droits face à ICE

Que vous ayez un statut ou non, la Constitution américaine vous accorde certains droits fondamentaux.

- Vous avez le droit de garder le silence. Vous n'êtes pas obligé de répondre aux questions sur votre lieu de naissance, votre statut ou la façon dont vous êtes entré aux États-Unis.
- N'ouvrez pas la porte sans mandat judiciaire signé par un juge, avec votre nom et votre adresse exacts. Un simple formulaire ICE signé par un agent ICE n'est pas un mandat judiciaire et ne donne pas le droit d'entrer sans votre consentement.
- Vous avez le droit de refuser de signer tout document avant d'avoir parlé à un avocat.
- Si vous êtes arrêté(e), vous avez le droit de contacter un avocat et de demander à comparaître devant un juge de l'immigration.
- Gardez sur vous une « carte de droits » (red card), disponible en plusieurs langues sur ilrc.org/redcards.
- Localisateur de détenus ICE, pour aider vos proches à vous retrouver si vous êtes détenu(e) : locator.ice.gov

Partie 5 — Plan de préparation familiale

Que vous ayez un statut précaire ou non, préparer votre famille à l'avance réduit le chaos en cas d'urgence.

- Mémorisez les numéros de téléphone importants (avocat, famille, personne de confiance).
- Faites des copies de tous les documents légaux (passeport, actes de naissance, certificats de mariage) et indiquez à un proche de confiance où ils sont conservés.
- Désignez par écrit une personne de confiance (« Caregiver's Authorization » ou procuration) qui pourra s'occuper de vos enfants et prendre des décisions médicales et scolaires en votre absence.
- Si vos enfants sont citoyens américains, faites-leur faire un passeport américain — cela leur permettra de voyager avec vous si nécessaire.
- Informez l'école ou la garderie de vos enfants du contact d'urgence autorisé à venir les chercher.
- Gardez les coordonnées du consulat haïtien le plus proche — en cas de détention, vous pouvez demander une assistance consulaire.

Partie 6 — Santé mentale et soutien communautaire

Vivre dans l'incertitude, la peur de sortir, la peur de perdre son travail ou sa maison, tout cela a un coût émotionnel réel. Ce n'est ni une faiblesse ni une honte de chercher du soutien.

- Parlez-en à votre entourage, à votre église, à votre communauté — l'isolement aggrave la détresse.
- Plusieurs organisations offrent un soutien en santé mentale culturellement adapté à la communauté haïtienne, souvent gratuit ou à faible coût (renseignez-vous via Haitian Bridge Alliance ou des coalitions locales d'immigrants comme MIRA Coalition).
- Les enfants ressentent aussi ce stress, même sans en parler. Rassurez-les avec des mots simples et un plan concret, sans les submerger de détails anxiogènes.

Si vous ou un proche traversez une détresse psychologique importante ou des pensées de désespoir, il est important d'en parler à un professionnel de santé ou d'appeler une ligne d'écoute. Ce sujet mérite d'être pris au sérieux, sans jugement.

Partie 7 — Ressources financières d'urgence

- Renseignez-vous auprès de fonds d'entraide communautaires haïtiens et de coalitions d'immigrants locales, qui organisent parfois une aide d'urgence (loyer, nourriture).
- Les organisations religieuses locales offrent souvent une aide ponctuelle discrète.
- Méfiez-vous des arnaques : aucune organisation légitime ne demande de paiement en cartes-cadeaux ou de virement immédiat pour « garantir » un statut.

Partie 8 — Répertoire d'organisations

- Haitian Bridge Alliance — haitianbridgealliance.org
- AILA Lawyer Referral Service — aila.org
- Immigration Advocates Network — immigrationadvocates.org
- CLINIC (Catholic Legal Immigration Network) — cliniclegal.org
- Immigrant Legal Resource Center (cartes de droits) — ilrc.org/redcards
- National Immigrant Justice Center — immigrantjustice.org
- MIRA Coalition (ressources santé mentale et juridiques) — miracoalition.org
- Localisateur de détenus ICE — locator.ice.gov
- USCIS — informations officielles — uscis.gov

Un mot pour finir

Ce guide ne peut pas effacer la peur, l'humiliation ou l'injustice que vit notre communauté en ce moment. Mais l'information, elle, redonne un peu de pouvoir et de dignité. Que vous restiez ici, que vous rentriez en Haïti, ou que vous cherchiez refuge ailleurs, vous n'êtes pas seul(e). Nous nous relevons ensemble.

« Je bâtis. J'élève. Je transmets. » — Ansanm Nou Fò

GID RESOUS POU KOMINOTE AYISYEN AN

Aprè Fen TPS la : Opsyon ou yo, Dwa ou yo, Diyite ou — Ansanm Nou Fò

Gid gratis sa a te prepare pou kominote ayisyen ki Ozetazini aprè fen Estati Pwoteksyon Tanporè (TPS) la, 27 jiyè 2026. Li rasanble enfòmasyon piblik sou opsyon legal, resous si w gen pou w retounen an Ayiti, posibilite nan lòt peyi, ansanm ak konsèy pratik pou pwoteje fanmi w.

Avètisman enpòtan : Dokiman sa a se yon zouti enfòmasyon jeneral, li pa yon konsèy legal pèsonalize. Chak sitiyasyon diferan. Toujou konsilte yon avoka imigrasyon ki gen lisans oswa yon òganizasyon rekonèt anvan w pran yon desizyon ki afekte estati w. Toujou tcheke sous ofisyèl yo (USCIS.gov) pou dènye enfòmasyon.

Kontèks : Kote nou ye

Nan dat 25 jen 2026, Lakou Siprèm Etazini te otorize, nan ka Mullin kont Doe, fen TPS pou Ayiti. Nan dat 5 out 2026, jij federal Ana C. Reyes te konfime ofisyèlman enjonksyon ki te bloke fen sa a leve, sa ki fè terminasyon an vin aplike nèt. Pèmi travay ki gen kategori A12 ak C19 pa valab ankò, sof si moun nan gen yon lòt baz legal pou rete oswa travay.

Apeprè 330,000 rive 350,000 Ayisyen konsène. Gouvènman ayisyen te anonse yo espere vòl depòtasyon chak semèn ki ap pote apeprè 250 moun. Sèten zòn, tankou Springfield nan Ohio, ap resevwa yon atansyon patikilye. Gid sa a egziste pou pèsonn pa travèse moman sa a poukont li, san enfòmasyon.

Enpòtan : batay legal la poko fini nèt. Avoka moun ki te gen TPS yo ap kontinye pouswit sou baz konstitisyonèl devan tribinal jij Reyes la. Sitiyasyon an ka toujou chanje ; tcheke sous ofisyèl yo regilyèman.

Fè atansyon ak ofri « depa volontè » yo : gouvènman an ap ofri yon tikè avyon gratis pou kite Etazini. Desizyon sa a gen gwo konsekans legal ki souvan pa ka defèt sou demann imigrasyon nan lavni. Pa siyen anyen e pa pran okenn desizyon san w pa pale ak yon avoka imigrasyon anvan.

Pati 1 — Rete legalman Ozetazini

Fen TPS la pa vle di otomatikman pa gen okenn lòt opsyon. Men chemen ki pi komen pou eksplòre, ideyalman avèk yon avoka :

- **Demann azil** : si w gen laperèz pou w retounen an Ayiti poutèt pèsekisyon (politik, sosyal, vyolans gang ki vize w), ou ka elijib. Fè w te gen TPS jiskaske dènyèman ka rekonèt kòm yon « sikonstans ekstraòdinè » pou depase delè nòmal yon lane a. Atansyon : yon dènye desizyon Lakou Siprèm nan limite tou aksè nan azil pou sèten ka, kidonk yon konsiltasyon legal enpòtan anpil.
- **Sispansyon depòtasyon (Withholding of Removal) ak pwoteksyon CAT** : pwoteksyon diferan de azil, ak pwòp kritè yo, pou moun ki riske pèsekisyon oswa tòti si yo retounen.
- **Ajisteman estati atravè fanmi** : si w marye ak yon sitwayen ameriken oswa rezidan pèmanan, oswa si yon fanmi pwòch ka depoze yon petisyon (I-130), sa ka louvri chemen pou rezidans pèmanan.
- **Visa U oswa T** : pou viktim sèten krim grav (vyolans domestik, agresyon) oswa trafik moun, ki kolabore ak otorite yo.
- **Anilasyon depòtasyon (Cancellation of Removal)** : pou moun ki Ozetazini depi omwen 10 lane, san kazye ki disqualifye, ki gen yon konjwen, paran oswa pitit sitwayen ameriken oswa rezidan pèmanan ki ta souffri yon difikilte eksepsyonèl.
- **DACA** : si w te rive Ozetazini timoun e w ranpli kritè yo, tcheke ka pa ka.

Kijan pou jwenn yon avoka serye

- AILA Lawyer Referral Service : aila.org
- Immigration Advocates Network : immigrationadvocates.org
- Haitian Bridge Alliance (« The Bridge ») : haitianbridgealliance.org
- CLINIC : cliniclegal.org

Pa janm siyen yon dokiman ou pa konprann. Fè atansyon ak « notario » oswa konsiltan ki pa avoka k ap pwomèt rezilta garanti — souvan se fwod ki ka anpire sityasyon w.

Pati 2 — Si yo depòte w an Ayiti

Depatman Deta Ameriken kenbe yon avi nivo 4 (« pa vwayaje ») pou Ayiti poutèt kriminalite, kidnaping, teworis, twoub sivil ak aksè limite nan swen sante. Prepare tèt ou, menm nan ijans, ka fè yon vrè diferans.

Anvan yon posib retou, si w gen tan

- Rasanble tout dokiman orijinal ou yo : paspò, batistè, sètifika, diplòm, dosye medikal ak lekòl pitit ou yo.
- Louvri oswa kenbe aksè nan yon kont bankè entènasyonal oswa yon sèvis transfè lajan ki ka itilize soti an Ayiti.
- Idantifye yon kontak konfyans an Ayiti (fanmi, legliz, asosyasyon) ki ka akeyi w lè w rive.
- Note kontak Biwo Nasyonal Migrasyon (ONM) an Ayiti ak Òganizasyon Entènasyonal pou Migrasyon (OIM/IOM), ki pafwa ofri asistans reentegrasyon.

Lè w rive an Ayiti

- OIM opere pwogram akèy ak reentegrasyon pou moun yo rapatriye nan sèten ka — mande enfòmasyon depi w rive nan ayewopò a.
- Òganizasyon relijye ak kominotè lokal yo souvan premye liy sipò pratik (lojman tanporè, manje, oryantasyon).
- Rete an kontak ak dyaspora a : rezo tankou Ansanm Nou Fò ap travay pou kreye pon sipò ant dyaspora a ak moun k ap retounen yo.

Pati 3 — Opsyon nan lòt peyi

Paspò ayisyen ofri yon aksè limite (apeprè 48 a 55 peyi selon klasman yo), sa ki restrenn opsyon yo. Men pi bon chemen reyalis, pou verifye avèk presizyon selon sitiyasyon w :

- **Kanada :** regwoupman familyal (si w gen yon fanmi ki sitwayen oswa rezidan pèmanan kanadyen) ak sèten pwogram travayè kalifye rete posib. Règ yo sou demann azil nan fwontyè a chanje souvan ; konsilte yon avoka imigrasyon kanadyen anvan nenpòt depasman.
- **Meksik :** ofri yon estati vizitè imanité ak yon sistèm rekonesans refijye (COMAR).
- **Brezil ak Chili :** istorikman te delivre visa imanité oswa rezidans bay Ayisyen, ak kominote ayisyen deja etabli nan sèten vil.
- **Pwogram sitwayènte pa envestisman (Dominik, Sent Lisi) :** egziste men mande gwo kapital, kidonk raman aksesib pou majorite a.

Repiblik Dominikèn jeneralman pa rekòmande kòm yon opsyon akèy poutèt tansyon ak politik migratwa aktyèl anvè Ayisyen yo.

Nenpòt demach vè yon lòt peyi dwe fèt legalman ak dokiman. Migrasyon irregilye gen gwo risk (detansyon, eksplwatasyon, ranvwaye). Konsilte yon òganizasyon espesyalize anvan w angaje w.

Pati 4 — Konnen dwa w devan ICE

- Ou gen dwa rete an silans. Ou pa oblije reponn kesyon sou kote w fèt, estati w, oswa kijan w antre Ozetazini.
- Pa louvri pòt la san manda jidisyè yon jij siyen, ak non ak adrès ou egzat sou li. Yon senp fòm ICE yon ajan siyen se pa yon manda jidisyè.
- Ou gen dwa refize siyen nenpòt dokiman anvan w pale ak yon avoka.
- Si yo arete w, ou gen dwa kontakte yon avoka ak mande pou parèt devan yon jij imigrasyon.
- Kenbe sou ou yon « red card », disponib nan plizyè lang sou ilrc.org/redcards.
- Lokalizatè detni ICE, pou fanmi w ka jwenn ou si yo detansyone w : locator.ice.gov

Pati 5 — Plan preparasyon familyal

- Memorize nimewo telefòn enpòtan yo (avoka, fanmi, moun konfyans).
- Fè kopi tout dokiman legal yo epi di yon moun konfyans kote yo kenbe yo.
- Chwazi alekri yon moun konfyans ki ka okipe pitit ou yo epi pran desizyon medikal ak lekòl si w pa la.
- Si pitit ou yo se sitwayen ameriken, fè yo yon paspò ameriken.
- Enfòmè lekòl oswa gadri pitit ou yo sou kontak ijans ki otorize vin chèche yo.
- Kenbe kontak konsila ayisyen ki pi pre — an ka detansyon, ou ka mande asistans konsila.

Pati 6 — Sante mantal ak sipò kominotè

Viv nan ensètitud, laperèz pou soti, laperèz pou pèdi travay oswa kay, tout sa gen yon kou emosyonèl reyèl. Se pa yon fèblès ni yon wont pou chèche sipò.

- Pale sou li ak antouraj ou, legliz ou, kominote w — izolasyon agrave detrès la.
- Plizyè òganizasyon ofri sipò sante mantal adapte kiltirèlman pou kominote ayisyen an, souvan gratis oswa a ba pri.
- Timoun yo tou santi estrès sa a, menm san yo pa pale sou li. Rasire yo ak mo senp ak yon plan konkrè.

Si w oswa yon moun pwòch ap travèse yon gwo detrès sikolojik oswa panse dezespwa, li enpòtan pou pale ak yon pwofesyonèl sante oswa rele yon liy koute. Sijè sa a merite pran o serye, san jijman.

Pati 7 — Resous finansye ijans

- Mande enfòmasyon nan men fon antrèd kominotè ayisyen ak koalisyon imigran lokal yo.
- Òganizasyon relijye lokal yo souvan ofri yon èd ponktyèl.
- Fè atansyon ak arnak : okenn òganizasyon serye pa mande peman an kat kado oswa vireman imedya pou « garanti » yon estati.

Pati 8 — Anyè òganizasyon

- Haitian Bridge Alliance — haitianbridgealliance.org
- AILA Lawyer Referral Service — aila.org
- Immigration Advocates Network — immigrationadvocates.org
- CLINIC — cliniclegal.org
- Immigrant Legal Resource Center (red cards) — ilrc.org/redcards
- National Immigrant Justice Center — immigrantjustice.org
- MIRA Coalition — miracoalition.org
- Lokalizatè detni ICE — locator.ice.gov
- USCIS — enfòmasyon ofisyèl — uscis.gov

Yon dènye mo

Gid sa a pa ka efase laperèz, imilyasyon, oswa enjistis kominote nou an ap viv kounye a. Men enfòmasyon, li menm, redone yon ti kras pouvwa ak diyite. Kit ou rete isit la, kit ou retounen an Ayiti, kit ou chèche refij yon lòt kote, ou pa poukont ou. Nou leve ansanm.

« Mwen bati. Mwen elve. Mwen transmèt. » — Ansanm Nou Fò